

re. Si les Britanniques et les Français ne nous ont rien donné d'autre, ils nous ont au moins donné cela.

• (1850)

Je m'oppose à ce que nous copions le régime du Congrès des États-Unis. Dieu sait s'ils sont de bons voisins et de bons amis. Cependant, je crois que leur régime présente de bien pires défauts que le nôtre.

Personnellement, je ne veux pas adopter le genre de système où une province comme la mienne a un tel nombre de sénateurs et une autre province quatre ou cinq fois plus peuplée en a le même nombre. Si les sénateurs sont élus, qu'advient-il du fondement d'une démocratie parlementaire?

Je fais confiance aux Canadiens, qu'ils viennent de l'Ontario, de Terre-Neuve ou de la Saskatchewan. Ils resteront toujours des gens polis et civils qui s'entendent et qui veulent garder leur pays uni. Le problème ne vient pas du peuple, sauf lorsque nous ne lui donnons pas le leadership dont il a besoin. C'est là qu'a résidé trop souvent le problème pendant mes 22 années à la Chambre et les années précédentes, lorsque j'étais actif en politique.

J'espère au moins—car le gouvernement pourrait déposer une autre motion demain et l'adopter—que l'autre endroit a bien reçu le message: soyez à la hauteur, sinon vous disparaîtrez. Vous avez actuellement le droit, en vertu de la Constitution, de rejeter un projet de loi d'initiative gouvernementale, de le modifier ou d'en retarder l'adoption. Vous en avez toujours eu le droit. C'est un fait. Mais, pour l'amour du ciel, si vous voulez survivre au moins quatre, cinq ou six ans—je prédis qu'ils ne dépasseront pas cette limite—vous faites mieux de commencer à gagner votre croûte.

C'est la raison pour laquelle le NPD exige que les sénateurs bloquent la TPS. Ils n'ont pas à s'inquiéter des sondages ou de leurs partis politiques. Ils peuvent en faire à leur tête. Ils se défendent bien. Qu'ils saisissent cette occasion. S'ils veulent, pour une fois, prouver qu'ils ont une raison d'être, ils font mieux de le faire tout de suite. Je pense que nous devrions les empêcher d'agir, ce soir. Quelle que soit l'entente à laquelle les premiers ministres parviendront, de l'autre côté de la rue, et qui permettra d'appliquer l'Accord du lac Meech, que Dieu les bénisse. Je sais que, s'ils s'entendent, ce sera une grande amélioration par rapport à la situation actuelle.

À mon avis, aucun tort ne sera causé à la Chambre ou au pays si nous supprimons les fonds destinés à l'autre

endroit, car, comme l'a dit un célèbre parlementaire britannique: «Vous ne pouvez pas faire plus que ce que vous avez fait pendant votre séjour ici. Au nom du ciel, partez!»

Madame la Présidente, je prie la Chambre d'adopter la motion de mon collègue de Kamloops.

**M. Larry Schneider (Regina—Wascana):** Madame la Présidente, j'ai bien écouté mon très respecté collègue de Regina—Lumsden. J'ai pris la peine d'écouter aussi les commentaires et les questions d'autres députés à propos des discours qui ont été prononcés précédemment. Je n'ai pu m'empêcher de penser que nous aurions semé la confusion la plus totale dans l'esprit du public si nous avions pu lui faire connaître l'esprit et les idées qui ont dominé le débat au cours de la dernière heure.

Nous entendons, d'une part, un groupe de députés qui veulent absolument abolir le Sénat ce soir. D'autre part, un autre groupe prétend que le Sénat devrait être en mesure de bloquer une fois pour toutes la taxe sur les produits et services dont il est saisi actuellement.

Nous avons également les partisans de l'abolition du Sénat qui soutiennent que demander au Sénat d'abolir la taxe sur les produits et services équivaut à défendre son existence.

Un tel message suffit à semer la confusion la plus complète dans l'esprit de ceux qui se donnent la peine d'écouter ce débat ce soir.

Cette situation comporte aussi un aspect intéressant. Si nous appuyions la motion du député de Kamloops, qui retirerait effectivement toute forme de financement au Sénat, j'imagine que cela signifierait, à toutes fins utiles, l'abolition de cette institution, et en poussant ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique, on doit admettre que la taxe sur les produits et les services serait automatiquement adoptée puisque sans le Sénat, sans cette institution de deuxième réflexion, la TPS serait un fait accompli. Les dés seraient jetés.

On nous demande de supprimer les fonds du Sénat parce que nous n'avons pas besoin de cette institution. D'autre part, on demande au Sénat, même si on ne croit pas en cette institution, de renoncer à l'appui qu'il semble donner à cette mesure actuellement. En effet, on s'est demandé si le Sénat n'était pas en faveur de la taxe sur les produits et services à l'étape de la deuxième lecture. On nous encourage à couper les vivres aux sénateurs, car ils ne sauraient plus quoi faire et ils n'auraient